



À Citoyenneté Égale

Rencontre

Le samedi 26 septembre s'est déroulé à la Lux-Expo la première rencontre *À Citoyenneté Égale*. Cette initiative vise à créer un espace d'expression pour tous les ressortissants de pays tiers vivant dans la Grande Région et ce fait à encourager la participation sociale, politique, culturelle et économique de tous les citoyens.

Cette première rencontre, miroir des nouvelles dynamiques au niveau de l'immigration en provenance des pays tiers a rassemblé une centaine de participants résidant Luxembourg, en Lorraine et Rhénanie-Palatinat.

Ce document présente la synthèse des différentes discussions.

Versammlung

Am Samstag, den 26. September hat die erste Versammlung *À Citoyenneté Égale* in Luxemburg stattgefunden. Diese Initiative hatte zum Ziel, einen Raum des Meinungsausdrucks für alle Drittstaatsangehörigen, die in der Großregion leben, zu schaffen und somit die soziale, politische, kulturelle und wirtschaftliche Teilhabe und Mitbestimmung aller Bürger zu fördern.

Zu dieser ersten Versammlung, einem Spiegel der neuen Dynamik der Migration aus den Drittstaaten, haben sich circa einhundert Teilnehmer aus Lothringen, Luxemburg und Rheinland-Pfalz versammelt.

In diesem Papier werden die Ergebnisse der verschiedenen Diskussionen vorgestellt.

Compte-rendu de la Table ronde N°1

ACTEURS ASSOCIATIFS PRÉSENTS À LA TABLE :

IBATA Jean-Marie

ACLIED - Association Congolo-Lorraine pour l'initiative économique et le développement (F)

DOSSOU Pierre

African Union in Luxembourg (L)

SOHRABI Mansour

Association culturelle IRANYAR asbl (L)

BATLANI Nouressine

ATMF.BHL - Association des Travailleurs Maghrébins France - Bassin Houiller Lorrain (F)

CETIN Bülent

Centre culturel des Alevis de Moselle (F)

LIU Yimei

China Europe Cultural Exchange Association (L)

ADJARI Elona

CILA - Centre interculturel Luxembourgeois-Albanais (L)

MUZZI Anna Carolina

FAAL - Fédération des Associations africaines du Grand-Duché de Luxembourg (L)



Secrétariat, animation : Valentina Covolo - Uni Luxembourg (L), Kristel Pairoux - CLAE (L)

Avant d'aborder la discussion, les représentants associatifs se sont brièvement présentés et ont expliqué les objectifs de leurs associations respectives. Les thèmes définis au préalable par les organisateurs ont été présentés et l'animatrice a demandé si les participants voulaient considérer d'autres thèmes.

Pour une meilleure compréhension de cette synthèse, les différents thèmes abordés au cours des discussions seront regroupés dans des catégories plus larges (par exemple intégration des seniors dans le dénominateur « intégration/ discrimination »).

I

Intégration/discrimination

Les intervenants n'ont pas souhaité définir l'intégration, terme vague et pouvant porter à polémique, être ambivalent. La dangerosité du mot a cependant été relevée. Pour les intervenants, l'intégration est à rechercher dans les faits, les contacts avec les amis, la famille, le contact social au sens large. Les intervenants ont relevé le problème de la stigmatisation des étrangers, par exemple dans la presse, où l'étranger est pointé du doigt s'il est l'auteur d'une infraction. L'importance de l'apprentissage de la langue du pays d'accueil a également été abordée. Il a été discuté de la difficulté d'obtenir la nationalité en France. La situation est différente au Luxembourg, où les pouvoirs publics ont la volonté d'intégrer par la nationalité, mais aussi par la langue luxembourgeoise, qui est maintenant une des conditions pour obtenir la double nationalité. Pourtant la discrimination linguistique existe bien au Luxembourg, et si les représentants d'associations au Luxembourg considèrent qu'il y a un fondement légitime à ce que l'Etat demande aux étrangers d'apprendre la langue luxembourgeoise, celle-ci ne doit pas devenir un facteur d'exclusion.

Des deux côtés de la frontière, l'accent a été porté par les participants sur l'intégration des seniors. Le problème se soulève maintenant en France pour les immigrés de 2e, 3e génération, qui arrivent à la retraite. Leur situation est difficile au regard de la loi française, car le retour au pays d'origine ne peut excéder 6 mois. Au-delà, les documents d'identité sont retirés et le risque est grand de perdre les aides sociales. Pour les intervenants du Luxembourg, cette intégration est également importante. La représentante de la FAAL a présenté certaines initiatives pour permettre aux seniors de mieux connaître le pays, principalement des visites culturelles.

L'égalité devant la loi est un sujet qui a également été abordé. Les intervenants remarquent que si la règle de droit doit avoir une portée universelle, les discriminations existent dans les faits, notamment au niveau de la pratique administrative (exemple de l'acquisition de la nationalité pour un des participants à qui elle a été refusée car il avait fait faillite dix ans plus tôt.)

II

Vie associative/valorisation des cultures de l'immigration

L'hétérogénéité des buts associatifs a été soulevée : chaque association a son axe de travail. Les associations issues de l'immigration participent-elle à la définition de la citoyenneté ?

Oui, car, par leurs activités, elle familiarise les autres avec les cultures étrangères et les valorisent. Par la valorisation de leur culture, elles ont un impact sur la vie quotidienne et favorisent une meilleure compréhension des cultures, donc favorisent l'acceptation. La diversité est découverte par le dialogue.

Pour les intervenants, la culture est le premier pas du vivre ensemble et de la connaissance de l'autre. Les intervenants ont donc expliqué les initiatives de leurs associations dans ce sens : expositions, débats sur des thèmes actuels avec des experts, musique dans les écoles,...

Un autre rôle des associations est de familiariser l'immigré au pays dans lequel il vit. Il faut éviter que les personnes se renferment chez eux, il faut faire en sorte qu'ils s'ouvrent à la vie du pays.

Il a été remarqué qu'au Luxembourg, les différentes communautés vivent les unes à côté des autres, mais que les contacts n'étaient pas très fréquents. Les intervenants français ont quant à eux fustiger la politique de logement du gouvernement et les nombreux ghettos où la police n'ose plus entrer.

III

Scolarisation/langue maternelle

Au Luxembourg, l'apprentissage des trois langues est à la fois une opportunité et un obstacle. Il existe des difficultés pour les enfants dont les parents ne maîtrisent pas la langue, d'où l'importance de l'aide scolaire. La même remarque a été faite pour la France. Il faut favoriser l'apprentissage de la langue pour les parents.

Au Luxembourg, la langue maternelle est toujours parlée les générations suivantes, contrairement à la France. Il est important pour les participants de promouvoir la connaissance (et non l'adhésion) des nouvelles générations à la culture d'origine.

IV

Citoyenneté

Il est important d'approfondir le débat sur la citoyenneté. Il existe de nombreux problèmes pour les non-communautaires, qui ne sont pas toujours les mêmes d'un côté ou de l'autre de la frontière : droit de vote, intégration politique plus large, possibilité d'emploi, problèmes de l'immigration choisie et de la fuite des cerveaux.

C'est le rôle des grandes associations de promouvoir une citoyenneté égale, en posant des revendications auprès des décideurs publics, en organisant des conférences, des débats dans les médias. Il est important que le débat devienne public, de sensibiliser les gens à l'inégalité. L'action de la société civile pour la promotion de l'égalité des chances est nécessaire et primordiale, par exemple l'égalité d'accès à l'éducation et à l'enseignement supérieur.

V

Conclusions

A la fin de la séance, la modératrice a demandé aux participants de dégager, de la discussion, une bonne pratique de chaque côté de la frontière.

Pour la France, l'offre de bourses aux jeunes immigrés pour l'université a été relevée, c'est une pratique de discrimination positive qui pourrait faire ses preuves pour favoriser l'égalité des chances. Pour le Luxembourg, la politique de logement a été applaudie par les français : il n'existe pas de ghettos au Luxembourg comme c'est le cas en France. Cette dernière doit au plus vite mettre sur pied une politique de « déghettoisation », qui est un obstacle pour l'intégration, mais aussi un danger pour l'avenir du pays.



Compte-rendu de la Table ronde N°2

ACTEURS ASSOCIATIFS PRÉSENTS À LA TABLE :



LOPES MOREIRA Alfredo
Association Ami Ku Nhos (L)

KAPLAN Kasim
Centre culturel des Alevs de Nancy (F)

SAHIN Sahanur
Femmes d'ici et d'ailleurs (F)

HAZIZAJ Bashkim
ILIRI - Association des Albanais et Amis au Luxembourg asbl (L)

SALAS DOMINGUEZ Noemi
LUXPE - Institut Culturel Luxembourgeois - Péruvien asbl (L)

UNAL Fatma
CCAV - Centre culturel des Alevs des Vosges (F)

ABOU Ba
CEAL - Cercle des Etudiants Africains du Luxembourg (L)

MENDES Joao Paulo
AFRC - Association des fils de la région de Cacheu (L)

Secrétariat, animation : Martine Fontaine - ISM - Inter service Migrants Est (F), Sandrine Schroder-Rejou, Il était une fois asbl (L)

Introduction par Martine Fontaine, animatrice de la table ronde :

Le groupe est réuni pour aborder différents sujets qui peuvent être : la question de l'intégration, des discriminations, du vote.... dans le but d'essayer de construire ou d'imaginer des solutions pour tendre vers une citoyenneté égale pour tous. Les participants décident de parler de l'intégration.

I

Intégration

La première intervention est un témoignage: « *Lors d'un entretien pour une demande de nationalité française, une personne des Renseignements Généraux français m'a demandé ce qu'est l'intégration pour moi.* » Ma réponse : « *participer à la vie sociale, politique et économique du pays d'accueil... tout en préservant ses origines* ». La dernière partie de la réponse déplaît à l'agent des RG. Il souligne par ailleurs une certaine hypocrisie puisque les étrangers, dit-il, pour la plupart, renvoient l'argent qu'ils gagnent dans leur pays d'origine et donc ne participent pas au développement économique de la société d'accueil.

Le débat est posé : l'intégration n'est pas définie et elle n'a surtout pas le même sens pour les autorités et pour les immigrés. Pour les autorités, l'intégration équivaut à assimilation.

Pour les participants, la question de l'intégration soulève celle de :

I - La valorisation des cultures, les échanges immigrés/société d'accueil, la reconnaissance mutuelle

- L'intégration dépend de la flexibilité du pays d'accueil. Le Luxembourg est fermé, en particulier dans les zones rurales.
- Les étrangers apportent leur culture, leur richesse, leur savoir-faire (construction, vignobles...). Il faut savoir le reconnaître.
- L'intégration se fait dans mon cas (association) par la découverte de notre culture. Il faut un échange à double sens, une véritable volonté de connaître la culture de la société d'accueil et la langue: l'étranger découvre et s'adapte à la culture du pays d'accueil, mais les autochtones doivent faire l'effort de découvrir et participer aux activités culturelles de l'étranger.
- Une bonne intégration se fait par la valorisation de l'origine des étrangers: on dit "*il est bien intégré, il vient boire l'apéro chez moi le dimanche*" mais qu'en est-il si on ne boit pas d'alcool? On ne sera jamais intégré ?
- Il faut parler la langue du pays d'accueil sans renier sa propre langue et être en paix avec ses origines.

II - L'accès au logement et à l'emploi - La question de la formation

- Pour être intégré, il faut être logé.
- Au Luxembourg, le logement est un véritable problème : « *Il n'y a pas ou plus de logement dès qu'on voit la couleur de ma peau* ».
- Au Luxembourg, il n'y a pas de logements sociaux et le niveau de prix dans le privé est inabordable, sans parler de plusieurs mois à avancer comme caution. En France, il y a un organisme (Locapass) qui avance la caution et se fait rembourser par le locataire par paiements échelonnés.

- L'intégration n'est pas l'assimilation ça doit être donnant-donnant : Il faut que certaines conditions soient réunies : par ex : accès au logement, aux jobs y compris pour les étudiants... qui pâtissent des délais d'attente pour obtenir un permis de travail.
- Se pose aussi le problème de la formation : au Luxembourg, il y a les lycées « *faits pour les étrangers* » (techniques) et les lycées « *pour les luxembourgeois* » (qui maîtrisent la langue)

III – Le droit de vote

Le vote est aussi un élément important surtout au niveau local. Il y a des différences d'un pays à l'autre: les étrangers ne votent pas en Allemagne alors qu'ils votent au Luxembourg. Mais avoir le droit de vote ne suffit pas. Si on veut vraiment participer, il faut participer au niveau politique et donc au moins aller voter. À Luxembourg, il y a 44% d'étrangers, seulement 11% votent.

Les raisons d'une telle situation peuvent être la non compréhension de la langue, le fait qu'aller voter, ce n'est pas dans la culture du pays d'origine, les difficultés de compréhension (éléments techniques, procédure...)

Donc un constat de certains freins et blocages à l'intégration. Comment les faire sauter ? Par ex. Pour le vote des étrangers, il pourrait y avoir des explications techniques et pratiques de la procédure. Le relais pourrait se faire par les associations.

IV – Le rôle des associations

- « *Nous avons créé notre association dans le but de faire connaître notre culture et qui nous sommes après un constat de méconnaissance de qui nous sommes, de ce que nous savons faire comme les autres, et après avoir vécu des situations d'humiliation* ».
 - Les **associations ont un rôle important mais rencontrent des problèmes** de financement, de locaux, de personnes qui sont bénévoles et s'essouffent dans la durée.
 - Il est difficile de se faire entendre, recevoir, reconnaître par les autorités (luxembourgeoises). À l'inverse, les associations sont les seuls médiateurs pour dialoguer avec les populations étrangères.
 - Notons qu'il y a 1700 associations à Luxembourg-ville et qu'il peut aussi y avoir des dérives par exemple, il y a 30 associations cap verdiennes au Luxembourg...
 - Le soutien à la vie associative est un élément important. Il faut un accompagnement des associations, comme par ex. de la formation, une secrétaire (possibilité en France de "partager" une secrétaire à plusieurs associations).
 - En Fédération, ça marche mieux, par ex. la Fédération des 45 associations Alevis en France. À Luxembourg, on peut citer l'exemple de la Fédération des associations africaines. La Fédération a des avantages et apporte des points positifs, mais inversement, elle est parfois à l'origine d'une certaine lourdeur et crée des obligations. Il faut comme pour tout trouver un juste milieu.
 - Les associations sont très importantes pour les nouveaux arrivants. Elles doivent avoir un rôle d'accompagnement et pas d'assistanat.
 - **Pourquoi a-t-on besoin de mettre en avant sa culture**, se mettre une étiquette, se mettre dans une boîte? Il faut s'ouvrir. Je ne vais pas aller voir ce qui se passe dans l'association des albanais à Luxembourg si je ne suis pas albanais.
- On doit ouvrir les portes nous-mêmes en créant une association.
- L'étranger à l'impression d'être "mal aimé", est-ce une réponse à un besoin de se mettre en associations?

Comment faire pour que les choses se passent mieux ? Nous arriverons à Citoyenneté égale quand la question de l'intégration sera réglée et ceci arrivera quand chaque étranger sera épanoui.

I

Intégration/discrimination

- Le Luxembourg est un pays qui n'est pas laïque donc assez difficile d'imposer sa propre religion.
- Liberté de la femme dans l'Islam
- Il y a toujours de la discrimination, mais je peux affirmer aujourd'hui que celles-ci se font moins ressentir qu'auparavant.

II

Reconnaissance/valorisation des cultures de l'immigration

- Nous sommes turc et nous avons notre communauté !!! Nous sommes plus libre que dans notre pays car il faut savoir qu'en Turquie il ne respecte pas et ne reconnait pas la communauté des alevites !!!!
- Garder notre culture pour l'avenir de nos enfants car nous voulons qu'ils sachent que nous venons d'ailleurs et que nous avons une autre culture et qu'il est important de la conserver.

III

Scolarisation des enfants issus de l'immigration

- Donner des cours de français à ceux qui ont en besoin et du soutien scolaire pour les enfants qui sont dans le besoin. Mais aussi donner aux autres des cours dans notre langue maternelle
- Accompagnement des parents dans le système scolaire.
- Au Luxembourg les enfants d'étrangers scolarisés sont souvent orientés suivant leur classe sociale, sans penser à la situation géographique ni même au niveau scolaire de l'enfant.
- Les moyens financiers ne nous permettent pas d'inscrire nos enfants dans des institutions privées, donc souvent nous rencontrons des difficultés et surtout beaucoup d'échec scolaire.

IV

Vie associative

- Nous organisons beaucoup de spectacles et d'activités et pour cela nous avons financé une salle pour nos réunions, nos cours de langue turc et surtout nous nous sommes organisés pour les festivals... Nous avons tous les membres de la communauté contribués à l'achat de la salle parce qu'en France les subventions sont minimales (dons, spectacles, adhésions...)
- Les français ne participent pas assez à nos activités.

V

Immigration

- Il y a quelques années les étrangers étaient bien accueillis car la France avait besoin de mains d'oeuvre, aujourd'hui ce n'est plus le cas, elle considère que ces étrangers n'ont rien à faire sur le territoire.
- Les regroupements familiaux se faisaient sans aucune difficultés mais aujourd'hui ce n'est plus le cas.
- Pour les étudiants des pays tiers la caution bancaire ainsi que toutes les démarches administratives n'ont pas la même égalité que les étudiants Luxembourgeois. L'étudiant doit avant d'arriver justifier qu'il a les moyens financiers de s'assumer (environ 9500€ par an), il doit savoir parler la langue (Luxembourgeois) car pas de cours (se mettre dans le bain directement) dès son arrivé. Il est aussi confronté à tout les conflits culturels du pays qui l'accueil.

VI

Droits politiques

- Pour les étrangers le droit de vote ne se pose même pas. *« Nous vivons dans ce pays et nous n'avons même pas les même droits !!! Mon avis est important même si je suis étranger !!! »*
- La plus grande partie de notre discussion à cette table ronde portait sur :

INTEGRATION
LA DISCRIMINATION
LE DROIT DE VOTE

Pour chacun d'ente eux ces questions reviennent régulièrement, ils espèrent qu'un jour que ces problèmes ne se posent plus !!!!



Le point de départ de la discussion fut de questionner le sens de l'intitulé de la rencontre, *A citoyenneté égale*. Comment la percevons-nous ? Comment voudrions-nous qu'elle soit perçue ? par les autochtones, les acteurs politiques. À citoyenneté égale, cela signifie qu'il n'y a pas d'égalité.

Le concept de citoyenneté égale n'a pas le même sens pour tous : immigrés, autochtones, acteurs politiques. De plus, les immigrations sont différentes. Ce ne sont pas les mêmes histoires, les mêmes souffrances. « *Ce n'est pas parce que je paie mes impôts que je suis un citoyen au sens de la loi !* ». « *Une citoyenneté égale c'est avoir accès à toutes les informations, avoir le droit de travailler, voir mes diplômes reconnus.* ». « *En France, pour voter, il faut être citoyen français* »

I

« C'est ensemble que nous devons discuter »



Une des difficultés importantes au Luxembourg est la présence de trois langues officielles. « *En arrivant au Luxembourg, on m'a demandé d'apprendre le français et une fois que je l'avais appris, on m'a dit que je ne parlais pas luxembourgeois* ». Ce contexte linguistique particulier du Luxembourg a été largement évoqué en tant qu'obstacle à la rencontre voire cloisonnement des populations de cultures différentes. Ce propos fut illustré par l'exemple de l'école. Au Luxembourg, les écoles organisent deux réunions d'information pour les parents d'élèves. L'une en luxembourgeois, l'autre en français. « *Pourquoi est-ce que je ne rencontre pas les parents luxembourgeois pour échanger avec eux ?* ». Ces réunions instituent en quelque sorte un « séparatisme » entre les parents Luxembourgeois et les parents d'autres nationalités. Le brassage entre tous les parents, toutes les personnes de cultures différentes semble la condition première pour qu'il y ait rencontre. De plus, ce « séparatisme » ne risque-t-il pas d'induire chez les enfants, préjugés, sentiment de différence alors qu'ils sont ensemble dans une même classe ? Une intervention dans le groupe apporte une nuance quant à ce partage linguistique en précisant que certains Luxembourgeois ont des difficultés avec la langue française.

Le groupe insiste sur l'importance de cet espace qu'est l'école comme étant la base pour un changement des mentalités. Il faut enseigner le vivre ensemble aux enfants.

Les participants du Luxembourg regrettent que la rencontre d'aujourd'hui n'ait pas été ouverte aux associations luxembourgeoise, française et allemande. « *Pourquoi sommes-nous toujours uniquement entre associations de pays tiers ?* ». Le propos est nuancé par les intervenants de France qui évoque le paternalisme français issu de l'histoire coloniale qui pèse encore bien souvent : « *Les gens nous prennent de haut* ».

« *En France, le vivre ensemble de façade existe déjà. De vivre avec les Français ne pose pas de problème. On vit déjà ensemble mais avec une peur* ». Du côté français, on évoque le vote Front National dans certains villages de campagne où il n'y a aucune immigration. Du côté luxembourgeois, on parle de protectionnisme luxembourgeois « *On doit préserver ce que l'on a : 350.000 habitants et la langue luxembourgeoise* ». « *Les Luxembourgeois ont peur de perdre leur identité. Jusqu'à la fin des années 80, le fait de parler ou non luxembourgeois ne se posait pas de problème. À partir des années 90, s'est développé un réflexe de protection par rapport à l'immigration* »

II

Intégration

« En tant qu'immigrés, nous devons nous poser la question : Que voulons nous ? Nous voulons nous intégrer. Mais nous intégrer dans quoi ? avec qui ? »

L'intégration semble être avant tout un effort individuel. *« Quant on parle d'intégration, il y a des droits mais aussi des devoirs. »* Il est important d'orienter des actions concrètes vers la population d'accueil afin de connaître le pays, ses habitants. Les exemples cités : aller dans les cafés luxembourgeois, les associations luxembourgeoises, écouter les médias luxembourgeois, demander des réunions communes pour tous les parents d'élèves. Une personne évoque les cours de luxembourgeois organisés par sa Fédération qui propose une sorte de parrainage de chaque participant par une famille luxembourgeoise.

L'association est également un espace de rencontre entre la population d'accueil et les populations issues de l'immigration. Un espace où doivent se créer des actions, des projets pour faire changer les mentalités pour briser les préjugés, les stéréotypes sur l'immigration. Tout le groupe convient que la priorité pour un réel changement des mentalités est d'agir à la base, à savoir au niveau de l'école. *« Il faut que les enfants aient la chance de se développer dans ce pays. »* Les préjugés, stéréotypes sont parfois véhiculés de part et d'autres. En France, les discours peuvent être différents selon les immigrations. Telle immigration véhicule une bonne image, telle autre est qualifiée en termes de problèmes.

III

Discriminations

« Nous avons un travail à faire, mais en face, il faut que la porte s'ouvre. »

La question de la discrimination a été évoquée à plusieurs reprises, notamment la discrimination à l'embauche ou encore dans l'attribution de poste dans l'administration française. Quand on a la peau noire, *« on passe toujours en dernier »*. En France est également fortement ressentie la discrimination sur le nom à consonance étrangère.

Une personne argumente en faveur de la discrimination positive qui *« permet de donner une chance à celui qui n'en a pas »*. *« Les préjugés sont là, si on n'impose rien par la loi, rien ne changera. »*

Au Luxembourg, il est demandé à certaines associations luxembourgeoises de faire un *« effort d'ouverture démocratique »*. Les Luxembourgeois estiment parfois que l'attribution du poste de président leur revient de droit. *« La réalité c'est que souvent vous devez savoir parler luxembourgeois »*.

La question est posée de savoir si les politiques n'ont pas une certaine responsabilité. Tous s'accordent à dire que l'intégration est aussi bien sûr une question de volonté politique. Les mentalités sont aussi à changer au niveau politique. *« On ne changera rien chez les politiques si on ne fonctionne pas en lobby »*

Arrivés presque au terme du temps de discussion, sont brièvement évoqués deux autres thèmes proposés en début de rencontre, à savoir la question de la solidarité avec le pays d'origine et la valorisation des cultures issues de l'immigration.

IV

« Qu'appelons nous solidarité avec les pays tiers ? »

Si la coopération entre le Luxembourg et le Cap-Vert semble être un bel exemple, les participants de France préfèrent que l'on ne touche pas à cette question car les histoires coloniales pèsent encore beaucoup trop en France.

V

« Jusqu'où veut-on valoriser les cultures ? »

Là encore, il s'agit de bien définir les termes que nous employons. Une mise en garde est faite contre le communautarisme. « *L'intégration qu'on nous demande c'est de parler de la culture française* ». L'exemple du Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté au Luxembourg est mentionné. Valoriser une culture c'est aussi dire qu'une culture ne se résume pas à son folklore, c'est être présenté sur certaines scènes culturelles.



Compte-rendu de la Table ronde N°5

ACTEURS ASSOCIATIFS PRÉSENTS À LA TABLE :



LEE-LIN Li-Chuan

ACCL - Association Culturelle Chinoise de Luxembourg (L)

FENJ Yie

China Europe Cultural Exchange Association (L)

CABRERA Devora

LUXPE - Institut Culturel Luxembourgeois - Péruvien asbl (L)

PEHLIVAN Dondu

Femmes d'ici et d'ailleurs (F)

TASTAN Mélika

Centre culturel des Alevis de Moselle (F)

MENDES José

AFRC - Association des fils de la région de Cacheu (L)

KAWTAR Brahim

ATMF.BHL - Association des Travailleurs Maghrébins France - Bassin Houiller Lorrain (F)

SELIMOVIC Sabahudin

Association islamique et culturelle du sud asbl (L)

DOSSOU SANTOS Evelyne

African Union in Luxembourg (L)

GALAVIZ MAGALLANES Susana

Circulo de Amistad México, Luxembourg et Grande Région (L)

WEITZEL Victor

Europa Forum et Agence des Droits fondamentaux de l'Homme de l'UE (2007) - Luxembourg/Etat (L)

AMOYEL Laure

OLAI Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration (L)

Secrétariat, animation : Paca Rimbau, Marie-Cécile Charles - CLAE (L), Teresa Pimentel,- D'ici et d'ailleurs (L)

I

Education – Voie vers la citoyenneté

Association Africain Union, Conseil National des étrangers et Vice-président du CLAE

Née en Afrique (Togo), Evelyne Dossou-Santos est arrivée en France avec ses parents à l'âge de 9 ans et y a fait toute sa scolarité – bien intégrée-en France !

Difficultés lors de l'arrivée à Luxembourg:

- Différents rapports avec les différentes nationalités dans les différentes communes
- Problème linguistique: trois langues nationales
- Si échec scolaire/allemand: option - poursuivre les études (francophones) à l'étranger (Arlon). Situation absurde : les enfants soumis à cette option pourront être placés, lors de la fin de leur formation scolaire (à l'étranger/Arlon), dans le milieu professionnel luxembourgeois (... Alors, pourquoi la formation ne se fait pas directement à Luxembourg, en langue française ?)
- Désintérêt vis-à-vis de l'avenir des enfants étrangers, dans le système scolaire de l'état...
Recours au système D

Association Culturelle Chinoise

Difficultés survenues lors de son arrivée à Luxembourg, à l'âge de 26 ans:

- Problèmes personnels: linguistique et culturel
- Problèmes familiaux : éducation de ses enfants – différences culturelles, conciliation des systèmes sociaux et religieux locaux (baptêmes des enfants pour faciliter leur l'intégration); manques de repères (malgré les efforts employés) – les enfants adoptent le départ vers le pays d'origine en tant qu'objectif futur, risquant que le même problème survienne dans leur pays d'origine, car celui-ci n'est pas leur lieu de naissance/éducation (sentiment apatride); problèmes psychologiques/ instabilité
- Solutions: limiter le nombre de langues obligatoires
- Attitude sociale: échange culturel réciproque (pays d'accueil-Luxembourg)

Association islamique et culturelle du sud asbl

Proposition:

- Vérification des programmes scolaires et instauration de système d'encadrements sociaux pour faciliter l'intégration des parents et enfants et permettre un meilleur suivi scolaire de la part des parents.

Association des fils de la région de Cacheu

Propositions:

- Faciliter l'apprentissage de la langue luxembourgeoise et de la langue française des adultes que ce soit au niveau des disponibilités horaires professionnelles, comme du point de vue économique.
- Suivi scolaire plus personnalisé et préparation du personnel pédagogique (professeurs) en ce que concernent le comportement et le rapport de ceux-ci avec les élèves étrangers, l'apprentissage et la motivation scolaires
-

China Europe Cultural Exchange Association

Propositions:

- Éducation politique et électorale des adultes
- Le respect de la religion: la discrimination religieuse provoque l'instabilité des enfants et le mal être des adultes.
- La possibilité du choix religieux (option pour une religion différente) au sein de la même famille, et que cela soit accepté socialement et administrativement.

Femmes d'ici et d'ailleurs

Proposition:

- Le respect réciproque est essentiel pour que le processus de l'intégration puisse être déclenché

Europaforum et Agence des Droits Fondamentaux de l'Homme de l'UE

- Au Luxembourg il y a 50% de divorces, ce qui rend difficile le système d'éducation et d'intégration que ce soit au sein de la famille, à l'école ou dans le milieu sociale.
- Le gouvernement travaille sur un projet linguistique qui sera accessible, en 2010, et qui permettra l'accès à des cours de langue aux étrangers – luxembourgeois, français, allemands – pour un forfait de 5 euros ;
- Besoin d'améliorer les connaissances au niveau de l'instruction civique pour que l'exigence soit plus crédible ;
- Il faut améliorer le respect des différentes cultures créant éventuellement davantage de centres culturels différents et réalisant plus de projets différents, pour que les différences puissent être mieux divulguées, connues, comprises et acceptées par les autres communautés et par la culture d'accueil.

Association Culturelle Chinoise

- Pour faciliter l'intégration des enfants nouveaux immigrés, un système de parrainage assuré par des bénévoles devrait être mis en place.

Office Luxembourgeois de l'Accueil et de l'Intégration

- Pour faciliter le projet d'intégration, le gouvernement travaille sur un projet de parrainage, en collaboration avec la population locale, pour accueillir les nouveaux arrivants.

II

Intégration – Importance de la langue comme vecteur d'intégration

Chaque tiret relate l'avis d'un participant

- importance de ***l'apprentissage de la langue du pays d'accueil*** mais également ***problématique pour les enfants qui souhaitent poursuivre des études supérieures*** mais qui n'ont pas le niveau requis—>trilinguisme à Luxembourg.
- ***la langue ne peut pas être une barrière à l'intégration***, cette exigence est trop lourde : il y a d'autres codes, règles que les étrangers respectent et qui doivent être pris en compte pour parler d'intégration. Avant, la France acceptait plus facilement les étrangers, maintenant, il y a beaucoup de restrictions.
- ***Qu'appelle-t-on réellement intégration ?*** Même si la langue est acquise, ***on nous en demande toujours beaucoup plus. Il faut se fondre dans la masse, c'est plus simple.***
- Quand mes parents sont arrivés, c'était dur. ***Pour la 2^{ème} génération, je trouve que c'était plus facile, elle a appris immédiatement le français, a trouvé un travail rapidement. J'ai des connaissances qui ont préféré changer de noms pour passer inaperçus-> procédure au tribunal.***
- Avant, la seule barrière était la langue. ***Maintenant, il y a beaucoup plus de barrières, de discriminations.***
- Je suis arrivé en France pour travailler dans les mines, directement du Maroc. J'ai reçu immédiatement une carte de séjour avec un contrat de travail. On a connu des grèves dans les années 80 pour faire valoir nos droits. On a gagné, on a obtenu le statut de mineur, le même que les citoyens français, on a eu droit au regroupement familial,

etc...Puis, ça a changé : **aujourd'hui, c'est beaucoup plus dur de trouver un travail. Je veux aussi signaler le côté néfaste de la télévision : tout ce qu'elle montre est néfaste (attentats, extrémistes,..) : ça a un effet sur la discrimination par rapport aux étrangers.** On nous appelle « les arabes » (généralisation.)

- Il y a **beaucoup de barrières au Luxembourg pour trouver un travail.** Le plus souvent, c'est la langue qui nous bloque.
- Avant, il n'y avait pas de cours de luxembourgeois si on voulait s'intégrer. **Le luxembourgeois est-il une langue d'inclusion ou d'exclusion ? On ne peut se passer de l'histoire** (intégration par la langue souhaitée au Luxembourg mais offre tardive de cours -> intégration de certaines générations plus difficiles). Maintenant, il y a enfin des cours partout.
- La langue de travail est le français et le portugais, très souvent. **L'intégration, ce n'est pas que la langue c'est aussi connaître ses droits et devoirs.**
- Les fonctionnaires en contact avec la population commencent doucement à être polis. On leur a demandé, à l'Adem par exemple, d'être plus polis car il y a beaucoup de problèmes relationnels avec la population. **Les fonctionnaires sont obligés de répondre à la population dans une langue qu'elle comprend sinon infraction à l'art 457 du CP.**
- **On exige parfois plus des étrangers par rapport aux autochtones.**
- Il existe des formations professionnelles en français, pas qu'en luxembourgeois. Mais, **l'Adem ne donne pas toujours les informations en français**, je les ai obtenues par d'autres canaux plutôt que par l'Adem directement.
- **La langue, vecteur d'intégration ? oui et non...** Si on ne parle pas la langue, peut-on être acteur de sa vie ou pas ? Pour aller vers les autres, pour comprendre leur culture (ce sont les personnes âgées qui peuvent transmettre les valeurs), il est très important de connaître la langue.
- Il est très important d'exprimer ses racines, ses valeurs. **Il faut exprimer sa culture mais il faut aussi exprimer la culture dans laquelle on vit.** Avant, chez nous les chinois, les enfants ne voulaient pas être chinois. Maintenant, ils veulent. Ils sont riches de 2 cultures, ils ne peuvent abolir les 2 cultures.
- Le mot intégration ? Pourquoi ce mot ? Après 30, 40 ans, on parle toujours d'intégration. Quelle est notre culture ? **On est étranger en France mais également étranger dans notre pays d'origine. Il faut être « citoyen du monde ».**
- Je veux souligner **l'importance du service de l'administration, dans un Etat, pour faire accéder les gens aux droits (au Droit).**
- J'ai une expérience d'étudiante en Belgique, sans parler français, juste l'espagnol. Ce fut une immersion totale en français. **J'ai appris à m'adapter et à adopter.** Le Luxembourg est un pays d'étrangers. C'est notre devoir d'adopter les us et coutumes du pays d'accueil, le temps de l'opposition est passé.
- Il faut beaucoup se battre pour ses droits. **Quand est-on vraiment intégré ?**
- La question de la naturalisation et de la résidence de longue durée est aussi très importante : comment réellement la prouver ? Les enquêtes sont souvent faites par la police. **A force d'avoir érigé en débat ce thème, les Etats s'en sont emparés et on a défini beaucoup trop de normes. La nouvelle loi sur l'intégration est dangereuse : à force de vouloir trop la régler, on la norme.**
- **La question de l'intégration est européenne, difficile car mouvante**, selon les crises, les situations économiques. **Ca nous échappe et aux administrations aussi.**
- **Importance de tenir compte de la notion de genre**, par exemple dans les hôpitaux. Certains s'en fichent d'autres pas. Le problème est culturel.
- **Une règle pourrait être commune → la Convention Européenne des Droits de l'Homme » car elle est la même pour tout le monde.**
- La question de **l'information et de la formation des personnes est primordiale.**

III

Vie associative

La discussion se focalise sur la question du siège des associations d'étrangers

- Il faudrait un *espace où tout le monde pourrait se côtoyer*.
- Nous avons une expérience, dans les Vosges : on est une association turque « *D'ici et d'ailleurs* ». c'est une association socioculturelle. C'est pas toujours facile de beaucoup se développer, *on ne peut imposer aux gens de venir à nous*.
- *Importance de former une plateforme associative*.
- *Chaque personne qui migre connaît toujours des problèmes* : il faut savoir mettre l'émotionnel de côté. Il ne faut pas toujours se sentir discriminé ou tout interpréter comme comportement discriminatoire.
- *Il faudrait que toutes les associations au Luxembourg aient un bureau commun*.
- On voudrait avoir un siège pour notre association. Qui peut nous aider ? il est très *important d'avoir un espace pour promouvoir la culture*.

IV

Voeux

Pour terminer la discussion, chaque participant a exprimé un vœu:

LEE-LIN Li-Chuan : Un bureau commun pour les associations.

FENJ Yie : Davantage de facilités pour trouver un emploi.

CABRERA Devora : Davantage de facilités pour trouver un emploi.

PEHLIVAN Dondu : 1) la différence de chacun doit être acceptée comme une richesse; 2) tolérance.

TASTAN Mélika : 1) persévérance; 2) volontarisme; 3) les personnes "autochtones" doivent faire preuve d'ouverture envers les étrangers .

MENDES José : 1) Union entre les associations; 2) les associations et les autorités doivent aider les immigrés; 3) fraternité et collaboration.

KAWTAR Brahim : Que la troisième génération puisse bénéficier de nos efforts.

SELIMOVIC Sabahudin : 1) Patience; 2) prendre le positif de chaque situation.

DOSSOU SANTOS Evelyne : 1) Nous devons lutter pour nos droits; 2) formation.

GALAVIZ MAGALLANES Susana : Il faut s'adapter et adopter.

WEITZEL Victor : L'inclusion de tous passé par le respect des droits de l'Homme.

Compte-rendu de la Table ronde N°6

ACTEURS ASSOCIATIFS PRÉSENTS À LA TABLE :



FANNAN Zahra

CES - Culture et Solidarité asbl (L)

DIBOR Ndiaye

Solidarité action "Gouye Gui" (L)

GUERARD Rainer

African Union in Luxembourg (L)

GIUBILEI Mario

AMFAOM - Association mosellane des familles algériennes et celles d'origine maghrébine (F)

KELES Hüseyin

Centre culturel des Alevis de Nancy (F)

VAZ Juliano

AFRC - Association des fils de la région de Cacheu (L)

ABDEMOULAH Abdellatif et

Amicale des Tunisiens à Luxembourg (L)

ALARCON Justino

Movimiento Latino (L)

PETEK Murat

Turkuaz (L)

HALILOVIC Adnan

CIL - Centre Islamique au Luxembourg (L)

Secrétariat, animation : Raoul Legba - Inter Services Migrants/ Est (F) et Fanny Egretaud - Europa Forum (L)

Raoul Legba a commencé par présenter la table ronde et la façon de procéder, qui consisterait à aborder les thèmes préparés afin d'en discuter pour arriver à des suggestions ou des propositions concrètes.

I

L'intégration



Un des deux représentants de l'Amicale des Tunisiens à Luxembourg a souhaité rebondir sur les explications faites au préalable par Alexia Serré au sujet de **l'intégration**. Pour lui le processus d'intégration concerne 2 parties, il ne s'agit pas d'un problème à régler entre étrangers. Ce qui manque, c'est donc la partie à laquelle on doit s'intégrer. « *On voudrait savoir ce qu'ils attendent de nous, comment ils nous voient* ». Il estime donc que d'autres associations de la Grande Région – qui ne soient pas issues de l'immigration – devraient être présentes.

Mario Giubilei, qui a rappelé ses origines italiennes et qui a présenté le festival du film arabe de Fameck (dont il est l'initiateur) ainsi que le festival du film turc, a précisé que l'objectif de ces initiatives était la rencontre. Fameck est une ZUP habitée majoritairement par des personnes provenant du Maghreb, d'Italie, du Cap-Vert et du Portugal et cette action doit intégrer aussi les autres afin de favoriser l'interculturalité, afin que personne ne reste dans « *sa boîte* ». Dans le cadre du festival, une journée des associations est ainsi prévue à laquelle sont conviées toutes les associations. Prenant l'exemple des repas organisés par certaines associations, Mario a expliqué que ces derniers devaient permettre la rencontre. L'essentiel dira t-il, est que les actions menées favorisent le dialogue et les échanges interculturels.

Diobor Ndiaye de l'association "Gouye Gui" interrogeant le concept d'égalité, dit que d'une certaine façon on était dans une démarche contradictoire, car on est en train de s'isoler de la société en restant entre nous, et on favorise par cette initiative la création d'association d'étrangers plutôt que d'encourager la participation à des associations locales. Rainer Guérard d'African Union, a alors réagi en soulignant la nécessité de créer de la mixité au sein des associations d'étrangers.

L'Amicale des Tunisiens à Luxembourg explique qu'il faudrait parfois, ne serait-ce que dans le nom des associations, ouvrir plus la porte à la société d'accueil. Une association des « *amis de la Tunisie* », ou autre, est peut-être moins effrayante et pourrait favoriser l'ouverture. « *Le politicien fait les règles et il est élu par le peuple, c'est donc avec les gens qu'il faut s'intégrer.* »

Hüseyin Keles du Centre culturel des Alevis de Nancy souligne la nécessité d'apprendre la langue et de connaître la culture d'accueil pour pouvoir s'intégrer correctement.

Raoul Legba présente le contrat d'accueil et d'intégration français qui repose sur une formation civique, une formation linguistique et une aide à l'accès à l'emploi passant par un bilan de compétences pour les primo-arrivants et demande aux participants ce qu'ils en pensent.

Mario Giubilei a critiqué ce dispositif comme étant du « *pipi de chameau* ». « *Nos parents, ils ont appris le français à l'usine* » explique-t-il soulignant que si les gens se rencontraient, ils apprendraient sur le terrain. Pour lui les politiques ont une certaine façon de voir les choses et ils ne parlent pas d'interculturalité dans tous les actes de la vie. « *Nous, issus de l'immigration, avons une responsabilité pour faire en sorte que la rencontre se fasse, car ce n'est qu'ainsi qu'on peut faire en sorte qu'il n'y ait plus la peur physique de l'étranger.* »

Juliano Vaz de l'association des fils de la région de Cacheu a souligné que l'apprentissage de la langue était primordial. Pour lui, il est donc nécessaire de trouver un créneau pour l'apprentissage de la langue au sein des associations, ce qui permettra aussi de faciliter l'accès au marché du travail. Justino Alarcon estime quant à lui qu'il existe deux frontières au Luxembourg. La première, linguistique, est d'autant plus difficile à passer qu'il faudrait apprendre les 3 langues du pays. « *Et même si tu apprends ces trois langues, tu ne seras pas luxembourgeois...* » Pour lui il faut donc apprendre à faire avec.

Par ailleurs, il estime qu'il faudrait, comme n'importe quelle entreprise ou politique, avoir une stratégie commune. Quand on organise quelque chose par exemple, il faut le faire selon lui dans des endroits stratégiques, dans des lieux de passage où les gens, même s'ils le voulaient, ne pourraient pas nous éviter.

II

Valorisation des cultures – comment faire pour rassembler plus ?

Les moyens de chacun étant plutôt limités, il convient de s'intégrer à des plus grands projets ayant une plus grande visibilité. Justino Alarcon propose d'organiser par exemple une grande manifestation qui pourrait se tenir tour à tour en Allemagne, en France et au Luxembourg. À l'image peut-être du Festival des migrations, des cultures et de la citoyenneté qui représente un bon moyen de se rencontrer.

Rainer Guerard suggère de voir comment définir un thème précis qui pourrait être décliné par toutes les associations pendant toute une année et qui trouverait son point d'orgue au moment du Festival. Le message choisi passerait ainsi plusieurs fois et pourrait avoir un effet sur les enfants à long terme. Cela pourrait être un des éléments d'une stratégie commune globale.

Il estime par ailleurs qu'un enseignement minimal sur les cultures des migrants devrait être intégré dans les programmes de l'éducation nationale. Cela permettrait, pour les enfants issus de l'immigration, de voir revalorisée leur culture d'origine, et, pour les autres, de voir valoriser les cultures étrangères, ce qui permettrait d'éviter le mépris ou les stéréotypes.

Raoul Legba a donné l'exemple d'un projet de l'ISM visant à mettre en valeur l'apport de ces pays à l'histoire de la construction européenne.

III

Les discriminations

L'Amicale des Tunisiens à Luxembourg fait d'abord la distinction entre l'immigration catholique et l'immigration musulmane, une différence qu'il explique par la peur de ce qu'on ignore mais aussi par le fait que certains représentants de la religion musulmane en donne aussi une mauvaise image, ce qui ne manque pas de faire le jeu des médias. Ce qu'il faut, c'est au moins donner une chance, et faire en sorte que les gens la saisissent. « *En étant plus actifs dans la vie politique, on ferait plus avancer les choses, y compris au niveau des lois.* »

Comment faire pour être plus visible ? Pour Rainer Guerard, il s'agit d'un problème de représentation des intérêts, il faudrait former un lobby et se fédérer, ce qui permettrait de dépasser les tendances et les risques de communautarisme. Et il faudrait pouvoir défendre une vision politique. Pour cela il faut être visible.

Quels sont les leviers qui existent avant la participation politique pour lutter contre les discriminations ? C'est un travail à long terme, la deuxième génération doit faire des études. Il faut être derrière les enfants en donnant l'exemple car on commence par soi, par sa famille, par son travail puis par son association.

Les associations peuvent-elles œuvrer dans ce sens (lutte contre la discrimination) ? Hüseyin Keles explique qu'il est possible de faire adhérer les entreprises au sein d'une association pour pouvoir créer une force économique. Il donne l'exemple du réseau d'entreprises des Alevis qui sera doté d'un million d'Euros. Les entreprises Turques (et d'autres si elles veulent) y adhèrent et permettent d'offrir stages, formation du personnel et autre. Hüseyin explique que cette fédération d'entreprises offre la chance d'avoir une première expérience professionnelle, de participer à des activités culturelles, sportives, à des voyages et qu'une chaîne de télé existe au niveau européen. Elle pourrait permettre d'offrir des bourses d'études à des jeunes défavorisés. L'idée est de favoriser l'intégration par le travail.

La représentativité de la diversité dans les médias est essentielle, le fait d'avoir l'habitude de la voir à la télé y compris dans des professions / positions valorisantes – sans se contenter de mettre en avant les exceptions comme c'est souvent le cas – peut avoir une influence à long terme, comme cela a pu être le cas à la télévision américaine où les mesures de discrimination positive ont eu au moins ça de bon. Rainer Guerard estime qu'il faudrait pouvoir mesurer l'évolution de la mixité au sein des entreprises en s'attachant aussi aux résultats.

Il évoque l'idée d'un label – on lui explique que la charte de la diversité existe déjà, mais que c'est une initiative difficile à appliquer - qui serait gérée par une fédération d'associations avec contrôles réguliers et suivi systématique de l'évolution au sein de l'entreprise (en se basant sur des éléments concrets comme les fiches de paie, le poste occupé,...) le tout sans paranoïa cependant, car, comme le souligne l'Amicale des Tunisiens à Luxembourg, des postes placards, il y en a pour tout le monde et pour tout un tas de raisons.

Il faut donc un lobby fort pour promouvoir un label appuyé et contrôlé par le lobby. Comment capturer cette énergie ? En créant une fédération de la Grande Région qui défende des prises de position précises et solides, en faisant remonter l'info du terrain et des différentes associations qui la constitueraient.

IV

Participation politique et le droit de vote des résidents étrangers

Constat est fait de la différence de situation en France et au Luxembourg sur ce point. Au Luxembourg, les résidents étrangers ont le droit de vote aux élections municipales. Le fait de pouvoir voter a un poids dans la vie quotidienne, il fait par exemple que les associations sont mieux prises en compte. Il faut avoir l'audace de s'engager dans les partis politiques.

Il manque en France une force représentative des étrangers. L'exemple du CLAE et de l'ASTI, forces représentatives qui sont en mesure de poser des revendications sur la table du gouvernement et qui sont consultées par ce dernier, devrait être suivi en France où manque un organisme centralisateur. ISM/Est aurait pu jouer ce rôle.

Il faudrait créer une fédération d'associations dans la Grande Région, de type CLAE, afin d'avoir la reconnaissance nécessaire au niveau administratif.

La Commission des étrangers, sorte de parlement qui peut être force de proposition et qui n'existe pas en France est aussi évoquée.

V

Migration et solidarité avec le pays d'origine

Plusieurs projets mis en place par les participants ont été évoqués. Chaises roulante et ordinateurs amenés au Togo ; Exemple de la Tunisie qui donne des avantages fiscaux en vue d'importer des capitaux plutôt que d'exporter de la main d'œuvre.

L'accent a également été mis sur les moyens à mettre en œuvre pour faciliter les transferts de fond et facilité des communications (téléphone, transport) vers l'Afrique qui est l'une des destinations les plus chères.



I

Intégration

L'essentiel de nos discussions a tourné autour du thème de l'intégration. Cette démarche nous a amenés à nous poser certaines questions :

- **Qu'est-ce que l'intégration ?**
- **Intégration signifie-t-elle se confondre dans la masse ?**
- **A partir de quel moment peut-on dire qu'un individu est intégré ?**

L'intégration est une notion floue qu'on ne peut définir de manière exacte et absolue. Elle devrait être une démarche individuelle et personnelle : connaissance de la langue, des lois, des droits et devoirs du pays d'accueil. En gros, Respecter les règles de vie du pays d'accueil.

Il n'y a pas d'intégration sans réciprocité. L'acceptation de l'autre a toujours été difficile dans tout pays. Quand un migrant arrive dans son nouveau pays d'accueil, un de ses buts premiers est de s'intégrer. Cependant la société d'accueil doit également se questionner sur sa capacité d'accueil et d'intégration. Cette société doit préparer continuellement des dispositifs économiques et sociaux permettant l'intégration.

Attention : Pas de confusion entre Intégration et Assimilation !!!

Les outils d'intégration :

Les principaux outils d'intégration sont la langue, l'éducation, le respect, la connaissance des lois et coutumes du pays d'accueil.

Il y a des freins à l'intégration : L'individualisme et la peur de l'étranger (l'autre)

Pour s'intégrer faut-il s'assimiler ?

S'intégrer a plusieurs dimensions :

- Culturelle
- Politique
- Economique
- Sociale

L'intégration, si elle pourrait être négation de la culture d'origine, est-elle une forme déguisée de discrimination ?

Au-delà des migrants, les luttes entre les classes sociales existent toujours. Les femmes, les jeunes, les « seniors », les gens qui habitent dans les quartiers difficiles, les gens au nom d'origine étrangère subissent aussi de fortes discriminations. A ceux-là se posent également la question de l'intégration.

Les politiques d'intégrations des pays d'accueil sont-elles efficaces ? Sinon quel modèle proposons-nous ?

Tout migrant a le devoir de participer à la vie de la société qui l'accueille. On n'a pas besoin de lui demander de s'intégrer. Cela devrait se faire automatiquement.

Des sociétés construisent l'intégration par l'éducation. Un Etat comme le Danemark donne beaucoup de moyens aux associations et aux communes. Des outils sont élaborés, qui permettent aux migrants de se ressourcer en apprenant et entretenant la langue et les coutumes du pays d'origine.

Au Canada, l'intégration est plus active encore : il y a un effort de l'Etat pour former les migrants à la langue et au niveau professionnel. Il y a tout un système mis en place pour favoriser l'intégration des migrants. Des dispositifs sont prises en amont c'est-à-dire dès le pays d'origine.

En France on en est à faire apprendre la Marseillaise...

Au Luxembourg, le français est à apprendre mais plus dur encore, il faut apprendre le luxembourgeois. Par contre, les lycées ne donnent pas de cours de luxembourgeois. La langue locale est un outil d'intégration, surtout au Luxembourg avec ses trois langues à connaître.

Il y a différents modèles d'intégration dans le monde. On en cite deux principalement :

- les USA et les pays anglo-saxons, qui permettent la juxtaposition de cultures venant de partout ;
- le modèle français, qui s'oriente plus vers l'assimilation, mais est-elle vraiment un pays de tolérance ?

La vie en communauté que d'aucuns appellent le communautarisme, empêche-t-elle l'intégration ?

Cela dépend des activités. Il ne faut pas que celles-ci empêchent les autres « *non communautaires* » d'y participer. Ceci participera de l'intégration. Le risque étant l'exclusivité. Quand les activités sont démocratiques oui. Un bon citoyen n'est pas renfermé sur lui-même mais ouvert à la société.

II

Immigration

L'immigration choisie : fuite des cerveaux ?

La fuite des cerveaux entraîne automatiquement une immigration qui n'est pas forcément choisie.

III

Congrès politique

Nous nous sommes également intéressés sur l'éventualité d'un Congrès politique à la suite de cette journée. Il en ressort que nous en avons assez des colloques et congrès. Il faudra plutôt définir des outils pour mettre en œuvre tout ce qui a été dit pendant des années. Mais la tenue de ce congrès s'avère indispensable pour donner une suite logique à cette journée. Dans ce cadre nous proposons la mise sur pied d'un Comité de suivi de cette journée jusqu'au Congrès politique.

Enfin, notre groupe n'est pas fataliste. L'espoir est permis. Nous verrons notre terre fleurir d'amour sous le soleil. Et comme le dit un proverbe capverdien : « ***Il n'y a aucune force ni aucune personne qui m'empêchera de voir ce qu'il y a au-delà de l'horizon.*** »



Certaines questions, témoignages ou remarques ont parfois été abordés plusieurs fois dans la journée, ils sont ici regroupés par thèmes ou catégories.

Les acteurs associatifs se sont présentés et en quelques mots nous ont fait part des activités de leurs associations. La discussion a ensuite commencé sur l'expression « *sortir de sa boîte* » prononcée par une des participantes pendant la réunion plénière qui précédait : cette expression a fait réagir les participants et déclencher les conversations qui se sont centrées d'abord sur la notion d'intégration.

I

De la valorisation des cultures du pays d'origine

I - Les associations comme lieu de transmission et de valorisation des cultures du pays d'origine : repenser la notion d'intégration.

L'ensemble des participants a souligné que leurs associations travaillaient à faire connaître la culture de leur pays d'origine avec le souci de faire participer la population au sens large. Plusieurs exemples ont été cités — apprentissage des langues maternelles, fête organisées par les association, exposition, etc. — qui indiquait que tous essayaient « de sortir de leur boîte » mais que les résistances ou les préjugés continuaient à exister.

De nombreuses analyses concrètes ont été formulées : l'intégration passe par l'organisation de manifestations, de fêtes. Quel est le sens du terme « *associations issues de l'immigration* » quand certaines structures, en Moselle par exemple, regroupent des membres de la « 3^{ème} génération » et lorsqu'elles travaillent à établir des liens avec le pays d'origine de leur parents ou grand parents ? Pour d'autres, comment parler d'intégration lorsque l'on est originaire d'un pays qui à l'époque coloniale était déjà français ? L'importance de la connaissance des racines est-ce du communautarisme ? Pourquoi l'intégration est-elle perçue de manière problématique en Europe et pas en Afrique par exemple ? Les associations permettent de se rencontrer et d'établir des liens et elles invitent à partager des expériences et des valeurs qui sont transmises à d'autres, à l'extérieur de l'association.

La discrimination au quotidien, des personnes aux origines arabe ou africaine, pourrait être comblée par des actions positives du monde associatif : l'importance des échanges par le mouvement associatif permet la reconnaissance de la diversité.

Il est d'une grande importance de faire appel et d'intégrer les jeunes dans les projets associatifs pour qu'ils puissent s'y intéresser et s'y investir.

Synthèse : La notion d'intégration doit être repensée et sans doute faut-il renverser cette notion en demandant au pays d'accueil de faire des efforts, de mieux accueillir.

II

De la représentativité politique et de la citoyenneté

La discussion autour de la notion d'intégration nous a amené à débattre du concept de Citoyenneté.

II - Les idées d'intégration et de citoyenneté sont pensées différemment par les hommes politiques et la société civile.

Il existe une réelle difficulté pour ceux de la « 2^{ème} génération » à être considéré comme des citoyens à part entière. Ils sont considérés comme étranger dans les pays d'accueil et dans leurs pays d'origine. Il existe une grande difficulté à participer à la vie politique lorsque l'on est issu de l'immigration. Des progrès (France) se sont réalisés : au niveau local certains représentants sont élus, mais ils sont peu nombreux même si au niveau de l'Etat quelques ministres ont été nommés parfois comme alibi.

Au Luxembourg, les associations ont le sentiment que les partis politiques ne s'ouvrent pas aux étrangers. En France, comme beaucoup de personnes d'origine étrangère votent, les partis politiques s'intéressent aux électeurs, mais peu intègrent les instances et sont élus. La reconnaissance des étrangers se fait en fonction de leur origine sociale, religieuse ou même ethnique. En France, il y a une grande difficulté pour participer à la vie publique.

Synthèse : Le droit de vote devrait être généralisé aux élections communales. Cela permettrait d'accélérer la citoyenneté.

III

De la nationalité

Le débat sur la citoyenneté dans nos discussions a été relié à des réflexions sur la nationalité.

III - La nationalité est-elle affaire de sang ou de sol ?

La nationalité doit-elle s'acquérir par le droit du sang ou par le droit du sol ? Certains pays d'origine et leurs habitants sont français depuis plus d'un siècle. Ils ont participé à plusieurs guerres pour la France. Aujourd'hui encore, leurs descendants ne sont pas considérés comme français.

Les enfants sont au milieu de deux chemins, étrangers ici et étranger là-bas. Pendant les vacances au pays d'origine de leurs parents leur faible connaissance de la langue maternelle conduit à des situations inconfortables.

Synthèse : Si la nationalité apporte des avantages elle ne permet pas de résoudre tous les problèmes, les préjugés continuent malgré tout d'exister (Exemple des noms arabes dans la discrimination, etc.)

IV

Du rôle de l'Etat

L'acquisition de la nationalité et les discriminations qui persistent ont conduit le groupe à discuter du rôle de l'Etat.

IV- L'Etat doit-il intervenir beaucoup plus ?

Les Etats doivent intervenir beaucoup plus sur les questions de discrimination, dans le monde du travail en particulier. Des lois devraient permettre de favoriser l'acceptation et l'accueil. Le soutien aux associations devrait être plus important de la part des Etats des pays d'origine et des pays d'accueil.

Le droit de vote, dès l'arrivée des personnes sur un territoire devrait être donné. Les pouvoirs publics ne font pas assez pour faciliter la participation aux élections et pourtant, cela permettrait de développer l'appartenance au pays.

Il faut se faire entendre dans les instances pour qu'ils puissent reconnaître nos problèmes. C'est toute l'importance du mouvement associatif face à ces instances.

Synthèse : L'Etat devrait intervenir beaucoup plus d'un point de vue législatif sur la discrimination, le droit de vote et les problèmes des personnes issues de l'immigration.

V

Du système scolaire dans les pays d'accueil

La richesse de la diversité linguistique, l'importance des langues issues de l'immigration, dans un monde globalisé sont négligés par les Etats dans les pays d'accueil. En France les langues de l'immigration sont peu reconnues. Pourtant elles ont une grande importance dans le monde des affaires (les langues espagnole et arabe ont surtout été citées). La connaissance de ces langues est un atout.

Le travail associatif permet de transmettre la mémoire de l'immigration. L'école ne fait pas ce travail de mémoire avec les enfants et l'histoire de la migration des parents et des grands-parents n'est pas connue par les générations suivantes. Ce sont les associations qui doivent le faire.

Il manque une reconnaissance des langues maternelles dans le système scolaire des pays d'accueil.

Synthèse : L'histoire et les langues de l'immigration doivent être plus enseignés à l'école.

Compte-rendu : José Coimbra et Jean Philippe Ruiz.

Texte relu par tous les participants et amendé par : NASCIMENTO-HANNEWAND Maguy,

Compte-rendu de la Table ronde N°9

ACTEURS ASSOCIATIFS PRÉSENTS À LA TABLE :

Paula JUNG

Portugiesischer Kulturverein e.V. (D)

Bernhard JOCHER

Jugendmigrationsdienst Trier (D)

Kokou VIVOR (D)



Secrétariat, animation : Dr Maria Duran Kremer, Ljiljana Barukcic - Ausländerbeirat der Stadt Trier (D)

I

Solidarität mit dem Herkunftsland

- Beispiel: Vorhaben der Gründung eines Vereins zur Unterstützung von Togo von Togolesen.

Bereich: Bildung und Gesundheit

Bildung:

- Unterstützung der ärmlichen Regionen beim Bau von Schulen, Unterstützung bei der Materialbeschaffung (Bücher, Hefte usw.).
- Errichtung von Weiterbildungszentren in Städten und Dörfern: Vor Ort Bildung und Orientierung bieten.

→ Ziel: Verbleib der Menschen im Heimatland

Gesundheit:

In Togo gibt es kein medizinisches Material – auch in Krankenhäusern nicht

→ Ziel: ärmliche Regionen mit Medikamenten und anderem medizinischen Material versorgen.

Strategie:

- Kontakte mit den Ärzten vor Ort knüpfen, um Untersuchungen kostenfrei oder gegen kleine Honorare anzubieten.
- Suche nach Ärzten in Deutschland, die bereit sind nach Togo zu reisen und dort ehrenamtlich zu arbeiten.

→ Nach den Untersuchungen ist bekannt welche Medikamente benötigt werden, diese können dann aus Deutschland geschickt werden.

Unterstützung der Menschen mit Behinderung

Ziel ist der Aufbau eines Netzwerkes zwischen Organisationen in Deutschland und Afrika.

Strategie: Kooperation mit verschiedenen Organisationen (z.B. Caritas), um z.B. Kleidersammlungen zu organisieren.

Projektteil: Austausch

Ausbildungsaustausch zwischen Deutschland und Togo

Schwierigkeiten

Schwierigkeiten ergeben sich vor allem bei den Kosten, die auf einen solchen Verein zukommen (Telefon, Spesen usw.).

Vor allem aber ergeben sich die Probleme beim Transport von Hilfsmitteln.

Möglichkeiten wie Hilfstransporte organisiert werden können:

- Europäische Ebene
- Caritas
- Große Frachten z.B. Air France oder
- Schiffstransport

Thesen

Wer ein solches Projekt durchführen möchte, um sich mit seinem Herkunftsland solidarisch zu zeigen, sollte schon in dem Land, in dem er lebt, integriert sein.

Man braucht auch immer Partner:

- So kann man Menschen finden, die sich mit den anderen Gegebenheiten auseinandersetzen.

Mögliche Probleme:

- Bestehende Konflikte werden durch Unterstützung von außen verstärkt.
- Es entstehen Konflikte, weil sich die Ziele der Akteure nicht vereinbaren lassen.

Probleme

- Es gibt Menschen, die zwei oder mehrere Identitäten haben, sprich zwei Staatsbürgerschaften, insbesondere junge Menschen.
- In Deutschland gibt es das Optionsmodell: d.h. man muss sich entscheiden und kann nur eine Staatsangehörigkeit haben:

Was bedeutet das für die Bindung mit dem Herkunftsland?

→ Das ist eine Art der Diskriminierung

→ Einige dürfen die doppelte Staatsbürgerschaft behalten, die Kinder dieser Menschen müssen sich entscheiden.

Ausblick

Was kann man tun, um sich solidarisch mit dem Herkunftsland zu zeigen?

→ ES IST EINE SCHWIERIGE FRAGE!

Man muss sich immer folgende Fragen stellen:

Möchte man **wirklich helfen**?

Welche **praktische Konzepte** hat man?

Wie kann man **direkt** helfen?

Welche **Partner** sind die richtigen?

Empfehlungen

- Nicht zu große Organisationen gründen, in denen das Geld in der Organisation selbst aufgebraucht wird.
- Kleine Organisationen: Persönliche Kontakte.
- Mobilisierung im Freundeskreis (Spielzeug, Kleidung usw.).
- Direkte Übergabe der Hilfsmittel an die Menschen im Herkunftsland.

Was bedeutet dieses Aktion für die Integration?

- **Fühlt sich die Aufnahmegesellschaft ausgenutzt?**
- **Behindert das die eigenen Integration?**

- Finanzielle Unterstützung ist für einige Länder sehr wichtig: Devisenmarkt ist bedeutend für die lokale Wirtschaft.
- Die Menschen kaufen mit diesem Geld etwas → Die Kaufkraft erhöht sich → Die Kaufkraft erhöht die Wirtschaftsleistung.
- Letztendlich verdient auch die Aufnahmegesellschaft an dieser Leistung mit (Gebühren an die Banken).

Fazit

Integration und Solidarität schließen sich nicht aus:

- Die Zusammenarbeit beim Aufbau der Solidarität ist eine Art der politischen Teilnahme an der Gesellschaft.
- Das Knüpfen von Partnerschaften ist für die Integration grade wünschenswert.
- Durch Partnerschaften sieht man die Gegebenheiten differenzierter und schafft keine Stereotypen.

II

Sprache und Kinder

Kindergärten fördern Integration, z. B.

- Sprachförderung für alle Kinder
- Interkulturelle Kräfte

ABER:

Die deutschen und die ausländischen Kinder haben andere Sprachschwierigkeiten:

- Sprachpädagogen werden eingestellt, um alle Kinder zu fördern.
- Deutsche Kinder haben Sprachprobleme, die sich von denen der ausländischen Kinder unterscheiden.
- Zusätzlich unterscheiden sich die Sprachprobleme der Quereinsteiger von den Sprachproblemen anderen auch ausländischer Kindern.

Thesen

- Kinder sind einer der wichtigsten Träger der Integration.
- Integration beginnt schon im Kindergarten und in der Schule:
Hier muss gezielte Sprachförderung stattfinden!
- Sie brauchen jedoch eine differenzierte Unterstützung – ausgerichtet an der Kultur, Sprachraum und soziale Herkunft.
- Frage: Wenn man als Ausländer an einer deutschen Universität studieren möchte, muss man eine Sprachvorbereitung absolvieren und bestehen. Weshalb gibt es eine solche Sprachvorbereitung nicht auch in der Schule?
- Die beste Methode für eine differenzierte Unterstützung ist nachgewiesen die Unterbringung in die „Vorbereitungsklassen/Auffangklassen“.

Projekt der Vorbereitungsklassen/Auffangklassen

Quereinsteiger kommen nicht in die Regelklassen, sondern werden in besonderen Klassen, „Auffangklassen“ betreut. Nach einer einjährigen Klasse, in der die Kinder und Jugendlichen Deutsch und auch andere Fächer lernen, werden sie in die Regelklassen eingegliedert.

In diesen Klassen sind die Kinder „unter sich“, sie haben keine Angst sich zu blamieren, können unbefangen die Sprache lernen und sich in den Schulalltag einfinden. Sie werden nicht ausgelacht, sie werden akzeptiert und gefördert. Diese Erfahrungen prägen diese Kinder und auch deren Einstellung zur Schule. Wichtig ist, dass die Zuweisung der Kinder in eine „Auffangklasse“ zentral durchgeführt wird.

Erst nach dieser Vorbereitungs-klasse, können sie in die Regelklassen wechseln, bei Bedarf soll noch Unterstützung gegeben werden.

III

Diskriminierung

- In bestimmten alltäglichen Bereichen gibt es Diskriminierung: Wohnungssuche, Verteilung von Ausbildungsplätzen usw.
- Wir sind der Meinung, dass eine Einführung der Ausländerquote im öffentlichen Dienst sinnvoll ist, da dies keine Diskriminierung darstellt, sondern ein Abbild der Gesellschaft ist und sein soll.